

J'ai déjà parlé du problème de l'endettement des pays de l'Afrique sub-saharienne qui compromet leur développement et leur croissance et qui a des conséquences tragiques pour leurs populations.

Une partie non négligeable de cette dette est constituée de prêts consentis dans le cadre de l'aide publique au développement. La dette de cette nature due au Canada, totalise plus de 700 millions de nos dollars et implique pour les pays concernés un fardeau budgétaire de 250 millions de dollars en paiements au cours des 15 prochaines années. J'annonce aujourd'hui que le Canada offre aux pays de l'Afrique sub-saharienne un moratoire sur le repaiement de ces prêts pour une période initiale de 5 ans. Par tranches de 5 ans, nous sommes disposés à appliquer cette mesure jusqu'à l'an 2000. Nous voulons ainsi contribuer à donner à tous les pays d'Afrique sub-saharienne qui ont de sérieuses difficultés de paiements en devises et qui auront démontré une volonté de redresser leur situation économique, la marge de manoeuvre dont ils ont besoin pour effectuer une relance sur des bases saines.

De pays à pays, nous sommes disposés à discuter immédiatement de l'application de cette disposition au sein des groupes consultatifs de la Banque mondiale ou dans d'autres forums appropriés.

Cette mesure est modeste, mais elle est pratique et concrète. Elle a pour objet de renforcer l'appui que la communauté internationale apportera aux pays qui font des efforts d'ajustement. Nous espérons que d'autres pays adopteront des mesures du même ordre.

La seconde mesure que je désire annoncer ressort des leçons que nous avons tirées de la crise alimentaire en Afrique. Les deux dernières années nous ont convaincus que la plus grande force de l'Afrique réside dans la détermination, le courage et l'expérience millénaire de ses habitants. Ce sont les Africains eux-mêmes qui sont les maîtres et les architectes de leur avenir.

Notre intervention dans les opérations d'urgence nous a conduits à constater qu'au niveau des villages, des communautés locales, des organismes volontaires et des agences non-gouvernementales il se trouve des groupes qui peuvent jouer un rôle capital dans la mobilisation des énergies humaines de l'Afrique pour son propre développement. Dans le programme canadien Afrique 2000, j'ai annoncé notre objectif de mettre en oeuvre d'ici la